

*** sous embargo jusqu'au 27 juillet 2021, 13 heures (heure UTC) ***

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Silence malsain : un nouveau rapport expose la manière dont les institutions de financement du développement n'ont pas protégé ceux qui ont critiqué les interventions liées à la COVID-19

27 juillet 2021 - Depuis le début de la pandémie, des travailleurs-ses de la santé, des journalistes, des défenseurs-ses des droits humains et d'autres travailleurs-ses de première ligne ont fourni des informations cruciales sur la pandémie ou ont critiqué les réponses inadéquates à la COVID-19 soutenues par les gouvernements, les banques publiques de développement et d'autres acteurs. Pour cette raison, nombre d'entre eux ont été menacés, attaqués ou arrêtés.

Le rapport "[Silence malsain : L'inaction des banques de développement en matière de représailles pendant la COVID-19](#)", publié le 27 juillet 2021 par la Coalition pour les droits humains dans le développement, ARTICLE 19 et IFEX, met en évidence les représailles subies par ceux qui ont soulevé des questions autour des réponses à la pandémie et expose comment les banques de développement n'ont pas pris de mesures pour prévenir et traiter les représailles liées aux projets COVID-19 qu'elles ont soutenus.

En mai 2020, six personnes ont été [tuées](#) en Guinée lors d'une manifestation contre les restrictions de mouvement et les extorsions de la police aux points de contrôle pendant le verrouillage. En septembre, au Guatemala, la défenseuse des droits des peuples indigènes Anastasia Mejía Tiriquiz a été [arrêtée et inculpée](#) après avoir fait un reportage sur une manifestation pacifique contre le manque de soutien économique aux personnes les plus touchées par la pandémie. Fin décembre, le journaliste jordanien Jamal Haddad a été [arrêté](#) après avoir soulevé des questions sur le fait que des fonctionnaires avaient reçu le vaccin alors que celui-ci n'était pas encore disponible pour le grand public. La même semaine, en Chine, la journaliste citoyenne Zhang Zhan a été [condamnée](#) à quatre ans de prison et torturé pour avoir fait un reportage sur l'épidémie à ses débuts à Wuhan.

Alors que les auteurs des représailles sont principalement des gouvernements et leurs mandataires, ces violations ont eu lieu dans le silence total et l'inaction des banques de développement qui jouent un rôle crucial dans l'élaboration et le financement de ces réponses à la COVID-19 que les journalistes et les défenseurs-ses examinent.

David Banisar, conseiller juridique principal et responsable de la transparence pour ARTICLE 19, a déclaré : " La pandémie de la COVID-19 a démontré à quel point il est vital que les gens puissent s'exprimer et partager des informations. Et pourtant, les professionnels-les de la santé, les journalistes, les activistes et d'autres personnes qui ont informé le public, ou remis en question la façon dont la crise a été gérée, ont été victimes de harcèlement et d'attaques. Les banques internationales de développement, en particulier, n'ont pas veillé à ce que leurs prêts ne soient pas utilisés pour porter atteinte aux droits à la liberté d'expression et d'information. Nous appelons ces institutions à protéger la liberté d'expression en demandant des comptes aux gouvernements, et à s'exprimer lorsque ces libertés et d'autres sont violées."

Le rapport présente huit études de cas de représailles et une analyse statistique de 335 autres cas de personnes attaquées pour avoir critiqué les réponses à la COVID-19, démontre comment les banques de développement n'ont pas respecté leurs propres engagements, et présente une série de recommandations pour lutter contre les représailles. En particulier, il appelle les banques de développement à adopter une approche préventive et à exiger des gouvernements clients qu'ils élaborent un plan sur la manière de répondre aux préoccupations relatives à l'espace civique et de garantir un engagement significatif des parties prenantes ; à

répondre efficacement aux représailles ; et à prendre des engagements publics, condamnant les représailles et reconnaissant l'importance de la liberté de la presse et de l'espace civique.

Siddharth Akali, directeur de la Coalition pour les droits humains dans le développement, a déclaré : "Les docteurs-ses, les infirmières-ses, les journalistes et les autres travailleurs-ses de première ligne veulent une réponse mondiale à la pandémie qui soit guidée par les besoins des communautés locales, où les personnes les plus vulnérables sont protégées, et où il y a une circulation libre et efficace de l'information sur le virus et ce que nous pouvons faire collectivement. Le financement du développement doit amplifier ces voix des premières lignes de la réponse mondiale à la COVID-19, et non pas détourner le regard alors qu'elles sont systématiquement réduites au silence".

Note à l'éditeur

Une copie sous embargo de ce rapport est disponible sur demande.

Au 15 juin 2021, les institutions financières internationales (IFI) ont fourni [150.54 milliards de dollars](#) au financement des réponses à la COVID-19, à travers de 1 332 projets, selon les données recueillies par le Système d'alerte précoce, une base de données gérée par l'International Accountability Project.

Le rapport identifie des cas de représailles touchant au moins 335 personnes (journalistes, défenseurs-ses des droits humains, blogueurs-ses et personnel médical, entre autres), qui ont soulevé des questions sur la réponse de l'État à la COVID-19. Des cas ont été signalés dans 35 pays qui ont reçu ou reçoivent un soutien financier de les institutions financières internationales pour leurs réponses à la COVID-19.

Le rapport sera officiellement lancé et présenté lors d'un webinaire public le 27 juillet, à 13 heures, heure UTC. Vous pouvez trouver des détails sur le webinaire [ici](#) et vous inscrire [ici](#).

À propos des auteurs

Le rapport est une publication conjointe de la Coalition pour les droits humains et le développement, ARTICLE 19 et IFEX. Il s'agit d'une initiative de la campagne Defenders in Development, qui s'engage dans le renforcement des capacités et l'action collective afin que les communautés et les groupes marginalisés disposent de l'information, des ressources, de la protection et du pouvoir nécessaires pour façonner les activités de développement, y participer ou s'y opposer, et pour demander des comptes aux financiers du développement.

La [Coalition pour les droits humains dans le développement](#) est une coalition mondiale de 100 mouvements sociaux, organisations de la société civile et groupes de base qui travaillent ensemble pour s'assurer que le développement est dirigé par les communautés et qu'il respecte, protège et réalise les droits humains. [ARTICLE 19](#) œuvre afin que tout individu du monde entier puisse s'exprimer librement, et avoir accès aux informations et jouir pleinement de la liberté de la presse.

[IFEX](#) est un réseau mondial diversifié de plus de 100 organisations non gouvernementales, qui défendent les droits de tous à la liberté d'expression et d'accès à l'information.

Contact presse : Lorena Cotza, Coalition pour les droits humains dans le développement
lcotza@rightsindevelopment.org, +39 3285761056